



Extrait du UJFP

<https://www.ujfp.org/spip.php?article4990>

Chroniques de Gaza (17)

- Pour comprendre - En Israël-Palestine - Gaza -

Date de mise en ligne : jeudi 9 juin 2016

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

mardi 7 juin

Rencontre avec le BDS de Gaza

Nous sommes reçus par Haider Eid du PACBI (Les Palestiniens pour le boycott universitaire et culturel d'Israël), le coordinateur du BNC (Comité National du Boycott) à Gaza Abdulrahman Abunahel et deux étudiants du PSCABI (Les étudiants palestiniens pour le boycott universitaire et culturel d'Israël).

Haider nous parle de l'appel juif international pour Omar Barghouti et souligne qu'il y a beaucoup de gens ayant des origines juives dans le BDS. "Nous sommes antiracistes et l'antisémitisme est un racisme". Il trouve ridicule la position du gouvernement français ou du maire de New York contre le boycott dont il rappelle qu'il est une partie intégrante de la liberté de parole et se félicite des votes des parlements suédois et irlandais pour cette liberté.

Reagan avait déjà essayé dans les années 80 de rendre illégal le boycott contre l'Afrique du Sud, ce qui n'a pas empêché Mandéla de triompher.

Il n'est pas inquiet. L'arrivée de Lieberman au gouvernement israélien est un bon signe car un signe de faiblesse.

Il était à la conférence de Durban en 2001 et a participé à la rédaction finale du document. Ils attendaient à la conférence Edward Saïd et Noam Chomsky (Saïd, malade n'a pas pu venir). L'idée du boycott a commencé à naître de cette conférence.

En 2004, un groupe d'universitaires crée le PACBI et lance le premier appel au boycott universitaire. Personne à l'époque ne nous soutient, pas même l'Autorité Palestinienne. Cet appel est bientôt suivi de l'appel BDS de 2005.

"J'ai été en Afrique du Sud. J'ai rencontré le syndicat COSATU qui participe au gouvernement avec l'ANC et le Parti Communiste. La COSATU a été le premier syndicat à soutenir le BDS.

Personne ne pensait que le BDS deviendrait une "menace existentielle stratégique" (ce qui se dit aujourd'hui en Israël)"

Haider explique à son sens l'inanité des négociations : "l'Autorité Palestinienne, malgré les échecs, continue de négocier". Il rappelle les propos de Ben Gourion sur la Nakba : "les vieux mourront, les jeunes oublieront." Il y a eu à Jérusalem le 28 mars 2016 une conférence intitulée "Stop BDS" organisée par le journal "Yediot Aharonot" en présence de toute la classe politique israélienne. Ils ont surtout parlé du Hamas et du Hezbollah.

Haider estime que l'Autorité Palestinienne a été créée pour eux (les Israéliens) et qu'on ne peut pas mettre dans une même pièce Israéliens et Palestiniens pour parler du droit au retour. Il espère des pays occidentaux qu'ils finiront par isoler Israël.

"Le BDS n'a pas de programme politique. Dire qu'il veut détruire Israël n'a pas de sens. En Palestine, la majorité des militants pour le BDS sont pour deux États." Nos interlocuteurs sont pour un seul. Haider veut qu'Israël soit traité comme l'a été autrefois l'Afrique du Sud.

Il rappelle la visite de Desmond Tutu. En 2008, 11 membres d'une même famille avaient été tués à Beit Hanoun. Desmond Tutu n'avait pas pu rentrer par Erez, il était finalement passé par Rafah. Les Sud-Africains ont dit que ce qui se passait en Palestine était bien pire que ce qui s'était passé en Afrique du Sud.

Il rappelle le massacre de Sharpeville en Afrique du Sud : 64 morts en 1961. C'est un tournant pour l'appel au boycott qui date de 1958. Cela prendra plus de 30 ans pour le mouvement anti-apartheid triomphe (1994).

"Nous sommes en 2016, le mouvement BDS n'a que 11 ans." Haider évoque la menace israélienne d'assassinats ciblés contre les militants du BDS et les menaces contre Omar Barghouti, qui est en résidence surveillée à Saint-Jean d'Acre et que les Israéliens voudraient expulser. "Problème pour les Israéliens : la femme d'Omar est une Palestinienne de 48, elle a la nationalité israélienne."

"Si on a une solution comme en Afrique du Sud : une personne = une voix et un État pour tous, c'est la solution minimale, c'est un compromis généreux offert par les colonisés comme le compromis offert par Mandéla."

Sur l'initiative française, il nous dit qu'en Palestine, même les enfants ne croient pas aux négociations. Il rappelle que depuis Oslo, le nombre de colons est passé de 190000 à 700000. Où iront-ils s'il y a deux États ? Il qualifie les positions d'Uri Avnery (présent dans de nombreuses mobilisations en Israël et partisan de deux États) de "sionisme soft".

Pour lui les négociations ne peuvent mener nulle part et visent à la "normalisation" car les Israéliens refusent nos droits, à commencer par celui des réfugiés.

Nous lui signalons qu'il y a peu de monde favorable à un seul État, surtout en Israël. Haider nous explique que la société israélienne est en train de se fasciser. 94% de l'opinion israélienne a approuvé "Plomb Durci" et le fait de tuer des enfants. Mais c'était pareil en Afrique du Sud où 75% des Blancs approuvaient l'apartheid peu avant sa chute.

"La solution à un État est une solution inclusive. On a fabriqué un appui international à deux États et on a convaincu Arafat que c'était possible." D'après Haider, de 40 à 49 % des Palestiniens sont pour un seul État. Le point clé, c'est le droit au retour des réfugiés qui n'est pas envisageable avec deux États

Nous évoquons le fait qu'avant la fin de l'Apartheid en Afrique du Sud, on avait proposé à Mandéla des Bantoustans indépendants et il avait refusé. Haider rappelle que dans les années 70, l'occupant avait installé des ligues villageoises en Cisjordanie.

La discussion vient sur Shlomo Sand (qui a largement démystifié le sionisme mais est contre le droit au retour des réfugiés). Haider parle de la réponse d'Ilan Pappé (autre historien Israélien) et du livre de Salman Abou Sitta "mapping my return" (la feuille de route du retour).

Abdulrahman définit le BNC comme "la plus grande coalition de la société civile dans les territoires palestiniens".

"Ils ont peur. Ça touche les sociétés civiles occidentales. Il y a partout des manifestations. Il est au courant de l'intervention de BDS France à "Nuit Debout" à Paris. "Il y a deux dimensions : parvenir à faire converger la lutte des Palestiniens et le BDS. Exiger grâce au BDS des sanctions internationales. C'est un outil pacifique pour atteindre l'égalité et la liberté. Le PHROC (qui réunit toutes les organisations palestiniennes de droits de l'homme) ont produit deux déclarations s'opposant à la criminalisation du BDS. À l'étranger Amnesty International, Human Rights Watch, Euromed et la FIDH (Fédération internationale des Droits de l'Homme) ont fait de même. Après la conférence

israélienne "Stop BDS", 1000 personnes ont manifesté le 9 avril à Ramallah pour défendre le BDS."

"En 1995, le protocole de Paris a fait de la Palestine une économie captive".

L'alternative pour ne pas acheter israélien est souvent très difficile. Pourtant, surtout depuis 2014, le boycott des produits israéliens augmente en Palestine. La Banque Mondiale indique que les exportations israéliennes ont baissé de 24% lors du premier trimestre 2015. Elles avaient déjà baissé de 15% de 2013 à 2014. C'est clairement le résultat du BDS. Le BNC demande le boycott de tout produit israélien quand il y a une alternative, les jus de fruit par exemple. Il est significatif qu'en 2014, 90% des usines ont été détruites par l'occupant. Aujourd'hui, la plupart des Palestiniens connaissent la campagne BDS. Pendant la guerre de 2014, 85% des Palestiniens étaient pour le boycott. Le BDS est le seul moyen de parvenir à la liberté, l'égalité et la justice.

Haider évoque l'impossibilité des voyages : autrefois Amira Hass (journaliste de Haaretz) venait ici, on pouvait aller à Tel-Aviv. Il insiste pour qu'on comprenne que le blocus a commencé en 1993. Après, il n'est plus possible aux Gazaouis de sortir en voiture dans Israël comme ils le faisaient avant. "Je n'ai pas vu ma soeur qui est à Bethléem depuis 2000 et elle n'a pas pu venir aux obsèques de nos parents."

"La campagne BDS ne peut pas s'arrêter avec l'égalité pour les Palestiniens d'Israël et deux États. Il manquera dans ce cas l'autodétermination et le droit au retour."

Il évoque ses liens ou son admiration avec des Israéliens : l'AIC (il qualifie son travail de co-résistance), Ilan Pappé (qui a caractérisé la situation en parlant de génocide lent), Gideon Levy (qui parle de nazification de la société israélienne), Neta Golan (qui constate l'impossibilité de communiquer avec l'Israélien moyen), Avi Shlaim ...). Son admiration aussi pour des Juifs du reste du monde : Hajo Meyer, Hedi Epstein (qui vient de mourir, l'un et l'autre étaient rescapés des camps d'extermination), l'IJAN ... Il déplore les "ego" qui divisent le mouvement de solidarité en France.

Il conclut qu'Israël est un État d'apartheid qui a de gros problèmes avec le droit international.

La coordinatrice du PSCABI fait actuellement sa thèse sur le rôle de Ghassan Kanafani (1936-1972, écrivain palestinien membre du FPLP, assassiné à Beyrouth) dans la littérature palestinienne et sur la décolonisation des esprits palestiniens. L'étudiant présent n'est pas encore diplômé (littérature anglaise).

Ces jeunes utilisent beaucoup les réseaux sociaux. Ils animent "l'Israel Apartheid Week". Pour l'instant, ils n'ont pas de liens avec des associations étudiantes en France. Ils sont demandeurs. Le projet "Gaza en direct" de débat par Skype avec des jeunes Français semble les intéresser.

Haider énumère les succès du boycott universitaire et toutes les universités qui s'y sont ralliées. "Israël est terrifié".

Il dit que par contre, pour certaines entreprises dont on croyait qu'elles s'étaient retirées d'Israël, ce n'est pas encore fait. Il cite Alstom et G4S qui gère le poste frontière d'Erez. Il cite aussi Hewlett-Packard.

Il termine en parlant du groupe "pour un seul État démocratique" auquel il appartient et a des mots définitifs sur la conférence de Paris : "aucun Palestinien ne suit ce qui s'y passe".

Retour dans le bidonville d'al Mugraga

Cette fois, toujours pour accompagner une distribution de colis contenant des produits de première nécessité, nous pénétrons plus profondément dans le bidonville peuplé de Bédouins.

Ce que nous voyons est assez effroyable : aucune maison en dur, des abris de fortune, les gens vivant au milieu des enclos d'animaux (dromadaires, moutons, volaille, ânes et quelques chiens attachés). Partout des sacs plastiques et des objets de récupération (désespérée : des sommiers en fer rouillés servant de clôture). Pas de toilettes.

Nous avons l'occasion de parler avec plusieurs personnes âgées qui ont connu la Nakba, le plus vieux étant (d'après la carte d'identité qu'il nous montre) né en 1936.

"Nous sommes ici depuis plus de 40 ans. Nous venons de la région de Beersheva. Nous sommes restés 25 ans dans le camp de Khan Younis avec quelques animaux, surtout des ânes. Les Juifs (les Israéliens) ont décidé de détruire nos maisons pour construire une grande route. Les expulsés (Bédouins et non Bédouins) sont alors venus ici et ont planté des tentes. Il n'y avait rien à cet endroit. Nous n'avons reçu aucune aide de l'Autorité Palestinienne."

L'homme nous explique que les habitants ont acheté des poules, des chameaux, de la nourriture pour animaux et ils vivent de cela. Puisque nous sommes français, il nous parle de De Gaulle. Et de l'initiative française : "on soutient tout".

Le camp est parfois au bord de la famine. Ils reçoivent alors de l'aide.

Il répète à plusieurs reprises : "on veut la paix. Si on fait la paix, la terre ce n'est pas important, on veut vivre en paix en voisins." En même temps, il dit : "en Israël, ils pensent qu'on doit disparaître".

Il n'a plus de relations avec les Bédouins du Néguev/Naqab. La frontière est fermée et les anciennes générations disparaissent petit à petit.

Beaucoup des habitants du bidonville ont travaillé en Israël quand c'était possible. Ils étaient paysans ou maçons. Ils n'ont pas gagné assez pour construire des petites maisons. Tous sont réfugiés mais, pour la plupart, pas enregistrés à l'UNRWA. Les enfants sont scolarisés. Leur terre appartient pour moitié au gouvernement, l'autre moitié au ministère des Affaires Religieuses.

Le plus âgé revient sur la Nakba : il parle du plan de partage qu'Amin al Hussein (le grand mufti) a refusé. "Les Anglais et les Juifs voulaient acheter notre terre, ils proposaient beaucoup d'argent. On a refusé, ils nous ont obligé à signer. Ils avaient des avions, des petits tanks. On est parti dans le Sinaï puis à Khan Younis. On avait nos animaux. En route, ils nous ont attaqués, on a eu plein de morts. Israël nous a attaqués comme aujourd'hui Bachar al Assad avec son peuple. Les Druzes (il y en avait dans l'armée israélienne) n'aiment pas les sunnites. Les Juifs, ça dépend".

Quand ils sont arrivés à al Mugraba, l'eau de la rivière était propre, mais il y a une crue chaque année.

Leur message : "qu'on nous donne ce dont nous avons besoin, une maison en dur, de la nourriture pour les animaux." Les femmes protestent : "d'abord la nourriture pour les humains".

La période qu'ils préfèrent : quand ils pouvaient travailler en Israël. "Soit on a un État pour tout le monde, soit un État croupion et on sera toujours les laissés pour compte."

Rencontre avec un groupe de jeunes.

"Vous rencontrez des dirigeants d'associations, de syndicats, de partis, vous devriez rencontrer des gens ordinaires". Nous sommes donc dans une maison du centre de Gaza avec 6 jeunes hommes (21 ou 22 ans) et le père de l'un d'entre eux. Un des jeunes a visiblement consommé des produits euphorisants.

Un jeune attaque : "Certains pensaient que le monde disparaîtrait en 2012. Pour nous, il s'est arrêté. On vit l'enfer."

Tous sont pessimistes. Tous parlent d'enfer. Aucun n'est jamais sorti de Gaza et tous en rêvent. Certains veulent partir définitivement, d'autres non. Tous font des études ou les ont terminées. Plusieurs parlent un très bon anglais.

"Pourquoi est-ce l'enfer ? Les gens sont fatigués de tout. Psychologiquement on n'en peut plus : pas de sortie, pas de travail. Pour avoir du travail, il faut tricher." Les causes nous ont souvent été répétées : le blocus et les deux gouvernements rivaux.

"Nous n'avons aucun espoir. Les vêtements, la nourriture, ça ne suffit pas. On a besoin de liberté. Nous voulons vivre. On tourne en rond, c'est l'enfer."

"La vie ici a plus de désavantages que d'avantages. On devrait prendre du plaisir mais on n'a pas d'avenir. Qui peut prévoir mon avenir ? Dans un an ? Cinq ans ? Si on peut, on partira. N'importe où mais pas à Gaza. Je veux partir légalement".

Un jeune ne pense pas qu'il sera maltraité à l'étranger. Il parle de l'Allemagne. Ils échangent entre eux pour savoir si leur départ doit être ou non définitif.

Le père présent intervient : "jeune aussi je voulais partir". Il a pu le faire. Quand il a travaillé en Israël (ce que la génération suivante n'a pas connu), il était libre de voyager, en Israël ou en Égypte et il avait de l'argent. Il regrette profondément cette période. Mais il est extrêmement attaché à Gaza.

Un jeune reprend : "l'enfer hors de Gaza, c'est mieux que le paradis chez nous. Je veux fonder une famille, finir mes études, avoir du travail et une maison". Il espère pouvoir passer sa thèse à l'étranger et retourner à Gaza.

"C'est notre destin, on croit en Dieu, on est musulman. On veut vivre comme tous les humains."

"Qu'on le veuille ou non, on a une cause et je n'abandonnerai jamais la cause palestinienne. Le blocus peut-il s'arrêter ? Je l'espère."

Il en veut à l'Égypte. Il s'attend à une nouvelle guerre. "Je suis très pessimiste".

Ils se mettent à parler de la guerre de 2014. "On se dit qu'on peut mourir d'une minute à l'autre. Pendant la guerre, on jouait au football, on faisait des parties de cartes. Le Hamas fait la guerre, et moi que puis-je faire ?"

"On attendait, on essayait de se convaincre d'une vie heureuse."

Pendant la guerre, il s'est dit : "mon avenir est détruit, je veux mourir". Cela a duré plus de 50 jours.

Ils sont très en colère contre Israël. Mais tous prêts à aller y travailler si ça redevient possible.

"La politique, c'est de la merde, plein de mensonges. Si tu protestes contre le gouvernement, tu vas en prison. Ce jeu ne se terminera jamais. Le monde est comme un terrain de football, Gaza le ballon et les gens jouent le rôle des filets. 70% des gens sont pessimistes."

Ils se mettent à parler de mariage (aucun d'entre eux n'est marié). Ils ne l'envisagent pas à cause du manque

d'argent et de l'envie de partir.

"Mettez-moi dans votre sac en partant" dit l'un d'eux. Il est prêt à faire n'importe quel travail à l'étranger. "Il n'y a pas de place à Gaza pour les gens créatifs." Pourtant dès qu'on se met à parler musique, l'un d'entre eux joue du oud et commence à en parler avec passion.

NDLR

[Lire la chronique précédente](#)

[Lire la chronique suivante](#)